

La société civile suisse unie contre l'oppression du peuple palestinien

Pétition au Conseil Fédéral

- Attendu que le Conseiller fédéral Joseph Deiss a déclaré le 10 avril 2002 que « les opérations de représailles de l'armée israélienne dans des zones urbaines palestiniennes violent gravement le droit international humanitaire en causant de très nombreuses victimes, en particulier parmi les civils » ;
- Attendu que le Conseil Fédéral a demandé au Département de la défense, de la protection de la population et des sports, dans un communiqué du 10 avril 2002, « d'examiner les moyens de restreindre la coopération militaire avec Israël » ;
- Vu l'article 2 de l'accord d'association euroméditerranéen Union européenne - Israël de juin 2000 qui précise que « Les relations entre les parties, de même que toutes les dispositions du présent accord, se fondent sur le respect des droits de l'homme et des principes démocratiques, qui inspire leurs politiques internes et internationales et qui constitue un élément essentiel du présent accord » ;
- Considérant que le Parlement européen a voté le 10 avril 2002 une résolution appelant à la suspension de l'accord d'association euroméditerranéen Union européenne – Israël afin de protester contre les incursions de l'armée israélienne dans les territoires occupés et l'occupation des villes en Cisjordanie ;
- Rappelant que le gouvernement allemand a suspendu le 12 avril 2002 la livraison d'équipement militaire à Israël ;
- Considérant que le gouvernement israélien viole délibérément plusieurs résolutions adoptées par l'Assemblée Générale et le Conseil de sécurité de l'ONU, et notamment la résolution 194(III), relative au droit au retour des réfugiés dans leur foyer, et 242, exigeant le retrait des forces armées israéliennes hors des territoires occupés depuis le conflit de 1967 ;
- Considérant que les autorités de l'Etat d'Israël, par l'intermédiaire de leur armée, violent la Convention de Genève pour l'amélioration du sort des blessés et des malades dans les forces armées du 12 août 1949 ainsi que le Protocole additionnel aux Conventions de Genève du 12 août 1949 relatif à la protection des victimes des conflits armés non internationaux (Protocole II) du 8 juin 1977, notamment en ce qui concerne l'accès aux soins médicaux et la protection des travailleurs médicaux ;

Les soussignés demandent au Conseil Fédéral :

- **de suspendre l'application par la Suisse des *Accords entre les Etats de l'AELE et Israël*, qui facilitent et privilégient les relations commerciales avec l'Etat d'Israël,**
- **de suspendre toute coopération militaire entre la Confédération suisse et l'Etat d'Israël.**

Nom	Prénom	Adresse	Signature

Les organisations suivantes appuient cette pétition :

Action Populaire Contre la Mondialisation (APCM), Aide Sanitaire Suisse aux Palestiniens (ASSP), Association « Aider Beit-Sahour », Association Maison populaire de Genève (AMP), Association des Palestiniens en Suisse, Association Suisse-Palestine (ASP), Association de solidarité avec le Nicaragua et el Salvador, Centrale Sanitaire Suisse Romande, Centrale Sanitaire Suisse - Zürich, Centrale Sanitaire Suisse CSS della Svizzera Italiana, Centre culturel anatolien, Centre Europe - Tiers Monde (CETIM), Centre kurde des Droits de l'Homme, Collectif de Recherche Isocèle, Collectif Urgence Palestine – Genève, Comedia, Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers Monde, Comité Droit pour tous, Comité arabe pour le Soutien au Peuple Palestinien, Comité Tunisie en Suisse, Confédération des Droits démocratiques en Europe – comité suisse, Déclaration de Berne, Education et Libération, Forum des Tunisiens de Genève, Groupe de Soutien aux Paysannes et Paysans d'Afrique (GSPPA), Groupe pour une Suisse Sans Armée (GSsA), HIJRA International, Jardins de Cocagne, Ligue suisse des Droits de l'Homme (LSDH), Médecins du Monde – Suisse, Palästina – Komitee Basel, Parti du travail Genève, Parti socialiste genevois, Piment rouge, POP & Gauche en mouvement – Vaud, Pro-Plo (Schweiz), Restaure la Terre, Secours social palestinien (ass. Najdeh), Société pour les Peuples Menacés – Suisse, SolidaritéS, Sozialistische Alternative/Solidarität Basel, Syndicat Industrie et Bâtiment – Genève (SIB), Théâtre Ad Hoc, Une Terre deux Peuples (AUPJP).